



Pour un parti des travailleurs et travailleuses, communiste et internationaliste

BioMéryeux

Lundi 18 mai 2026

Préparons-nous à nous battre... pour nos salaires !

Ce mardi 19 mai, les députés devraient voter la Loi de programmation militaire et sa rallonge de 36 milliards d'euros pour le budget de l'armée. Celui-ci est porté à 436 milliards pour la période 2024-2030. Des sommes qui, loin de nous garantir quelque protection que ce soit, alimentent une course mondiale aux armements et participent à la menace qu'éclate dans un horizon pas si lointain une guerre d'envergure.

Dormez tranquilles, l'armée française pille

Ces milliards n'attendent pas la troisième guerre mondiale pour servir, comme l'illustrent en ce moment les ronds dans l'eau du porte-avions Charles de Gaulle en appui de l'offensive américano-israélienne contre l'Iran. Ces engagements protègent le pillage des pays pauvres par les pays riches. Ils défendent les intérêts des grandes entreprises françaises, leurs actionnaires, leurs profits, mais pas nos salaires ni nos emplois ! Et servent de prétexte aux coupes budgétaires redoublées pour les écoles ou les hôpitaux !

Vivre dans un pays allié de Trump, ça coûte cher

Trump fait payer au monde entier ses sales guerres au Moyen-Orient. Par sa faute, de plus en plus de pays sont confrontés aux pénuries d'électricité, le pétrole et le gaz nécessaires à leurs centrales étant bloqués dans le détroit d'Ormuz. Le blocage de 35 % des engrais de la planète promet des pénuries alimentaires à l'issue des récoltes forcément amoindries de la saison.

Les patrons licencient déjà à tour de bras, et il est bien certain qu'ils vont prétexter du blocage du détroit d'Ormuz pour continuer, même si ce n'est pas encore comme au Bangladesh où les usines ferment et jettent les ouvriers à la rue faute de courant pour alimenter les machines. Mais, depuis un mois, ce n'est plus seulement le carburant qui grimpe. C'est aussi le panier de course hebdomadaire.

Une vraie augmentation, c'est 400 euros mensuels et pas un Smic en dessous de 2000 euros net !

Le ministre du Travail, Farandou, a annoncé une hausse du Smic au 1er juillet : 2,4 %, 44 euros brut de plus par mois. Sans gêne, cet ancien PDG désormais payé « seulement » 7,5 Smic juge la hausse « substantielle » ! Une vraie augmentation, c'est ce qui nous permettrait d'en finir avec les découverts, le

rationnement dans les rayons du supermarché ou l'auto-interdiction de sortir le week-end.

Il manque au moins 400 euros par mois à tous les salaires, pas juste au Smic. Mais les réactions hostiles à la hausse du Smic sont significatives. Elles émanent des ennemis du monde du travail. Le Rassemblement national explique par exemple que si le Smic augmente, il va finir par rattraper les autres salaires. Sauf que si aucun salaire n'augmente, c'est tout le monde qui va être rattrapé... par la misère !

Pas d'autre choix que lutter

Tout comme d'autres à droite, le RN plaide pour augmenter la part du salaire net dans le brut. Manière de dire qu'on pourrait régler le problème sans faire payer les patrons. C'est oublier un peu vite que la différence entre le salaire net et le salaire brut, c'est nos retraites, l'assurance-maladie, etc. : tout l'argent grâce auquel on ne crève pas de faim quand on est trop âgé ou trop malade pour travailler... ou tout simplement jeté au chômage.

Il n'y a pas d'« argent magique » ? C'est sûr ! Tout l'argent des capitalistes, c'est nous qui le créons ! Les prestidigitateurs, ce sont les PDG, les gouvernements à leur service, tous ligués pour nous faire croire que cet argent revient de droit aux actionnaires.

Voilà pourquoi il n'y a pas à leur quémander un « coup de pouce », mais à revendiquer notre dû. Voilà pourquoi il ne sert à rien d'attendre 2027 et qu'une nouvelle équipe, prenant le relais des macronistes, nous prêche à son tour patience et frugalité. **Et si les directions syndicales confédérales refusent d'engager le bras de fer dès maintenant, rien ne nous empêche d'organiser, à la base, une lutte qui s'étende partout où les bas salaires sévissent... c'est-à-dire partout !**

Fin de carrière mais début des luttes !

La boîte a trouvé un accord avec les syndicats sur les fins de carrière. Elle propose des petites améliorations comme la possibilité d'alléger sa fin de carrière en terme de temps de travail sans alléger totalement sa paie en maintenant les cotisations à taux plein. La possibilité aussi que la boîte rachète deux trimestres.

Mais quand on voit à quel point on est cassé après 42,5 ans d'exploitation et le peu d'espérance de vie en bonne santé qu'il reste (quand il en reste), on se dit que c'est un pansement sur une jambe de bois !

Faire trimer des personnes toute leur vie tout en maintenant d'autres au chômage (qui est tout aussi destructeur), c'est vraiment une des pires aberrations du système capitaliste. C'est la répartition du travail entre tous et la retraite avant 60 ans qu'il nous faut ! Mais il faudra bien plus que des négociations pour l'obtenir ! Il nous faudra des luttes collectives d'ampleur et prêtes à en découdre avec un patronat rapace et des gouvernements de gauche, de droite et d'extrême-droite toujours à leur botte !

Quand les poulets arrivent les basses courent

Récemment l'Assemblée nationale a adopté une proposition de loi visant à criminaliser les rave-party et prévoyant jusqu'à 3000€ d'amende pour les participants et 30 000€ d'amende et 6 ans de prison pour les organisateurs.

Ces réacs à l'esprit étriqué ne supportent pas que des jeunes et des travailleurs ne fassent pas la fête selon les codes prescrits par la morale bourgeoise !

Le ministre de l'intérieur Laurent Nuñez est venu rappeler les sanctions prévues il y a deux semaines, aux abords d'une free party qui avait lieu sur un ancien champ de tir militaire dans le Cher ; une zone dangereuse à cause des nombreux obus non-explosés enfouis dans le sol. Mais apparemment, le gouvernement n'a pas prévu de sanction contre les militaires qui laissent leurs bombes à retardement dans la nature !



Encore un jeune mort au travail

Mercredi 13 mai, un homme de 18 ans est mort sur son lieu de travail à Orange (Vaucluse). Il travaillait dans une pépinière et a été retrouvé inconscient : il est probablement mort étouffé, coincé entre le guidon d'un motoculteur et le plafond d'un camion utilitaire qu'il était en train de décharger seul. Une enquête est

ouverte pour « homicide involontaire ».

Le jeune homme était en alternance dans cette pépinière et lycéen en bac professionnel horticulture. Le mois dernier déjà, deux jeunes sont morts au travail : l'un lycéen de 15 ans, effectuant son stage obligatoire de seconde, écrasé sur un chantier, l'autre de 22 ans tombé dans un hachoir d'une usine Lustucru. Au total, 420 apprentis, stagiaires et salariés de moins de 25 ans sont décédés au travail depuis 2020 en France. Alors que les accidents du travail touchent 2,5 fois plus les personnes de moins de 25 ans que le reste des travailleurs, selon l'Institut national de recherche et de sécurité (INRS), les dispositifs d'aides financières pour les patrons qui embauchent des apprentis sont de vraies mannes. Par exemple, pour un apprenti entre 18 et 20 ans, payé un tout petit peu plus de 800 euros par mois, un patron ne débourse que 400 euros : le prix d'une vie pour le Medef.

Nouvelle plainte pour viol contre Patrick Bruel

L'animatrice de télévision Flavie Flament a annoncé porter plainte contre le comédien et chanteur Patrick Bruel qui aurait abusé d'elle après l'avoir drogué en 1991, quand elle avait 16 ans. Depuis des années, plusieurs dizaines de témoignages de femmes, en France et aussi en Belgique, se sont accumulés contre lui. Une quinzaine d'entre eux ont été publiés dans Mediapart.

Bruel nie tout en bloc. Trois enquêtes différentes ont été ouvertes par la justice. Et des organisations féministes ont lancé des pétitions pour appeler au boycott du chanteur et demander l'annulation des 58 concerts qu'il a prévus de tenir d'ici la fin de l'année en France, en Belgique, en Suisse et au Canada.

Ce bulletin est le tien, prière de ne pas le jeter sur la voie publique et n'hésite pas à le faire circuler !

Pour nous contacter : lyonrhone@npa-revolutionnaires.org

Imprimerie Spéciale NPA